

# Les Xèmes rencontres du Réseau Inter-Universitaire de l'Économie Sociale et Solidaire (RIUESS)

Les 3 et 4 Juin 2010 à Luxembourg

« **Elaborer un corpus théorique de l'économie sociale et solidaire  
pour un autre modèle de société** »

---

Nicolas CHOCHOY  
Doctorant en sciences économiques  
CRIISEA / Institut Jean Baptiste GODIN  
Université de Picardie Jules Verne  
Faculté d'Economie et de Gestion d'Amiens  
10, placette LAFLEUR 80 000 - Amiens  
[nicolas.chochoy@gmail.com](mailto:nicolas.chochoy@gmail.com)

---

## **Le projet d'autonomie face à l'hétéronomie de l'*embeddedness*, une illustration par l'économie solidaire**

*Cette contribution a pour objet d'interroger le rôle de l'action publique dans le développement de la logique marchande en étudiant le projet politique des structures d'économie solidaire au regard de la métaphore de l'embeddedness. Sur le plan théorique, deux grands objectifs se dégagent de notre contribution. Tout d'abord, il s'agit de valider la pertinence du recours à la théorie des seuils d'Ivan Illich en vue de montrer une traduction concrète, dans les modes d'action, du projet politique porté par les structures d'économie solidaire. Ensuite, il s'agit de questionner l'hypothétique autonomie de l'extension du marché, pris comme un système de création de prix, et ainsi de montrer que la pensée illichienne peut s'inscrire en continuité de l'analyse économique institutionnelle de Karl Polanyi. En effet, la théorie des seuils appliquée aux structures d'économie solidaire nous invite à penser que les pouvoirs publics jouent un rôle non négligeable dans le développement de l'économicisme, ce qui appuierait la thèse polanyienne concernant la source de l'embeddedness.*

## Introduction

Des travaux de Karl Polanyi en général et de *La grande transformation* (1983) en particulier nous avons principalement retenu sa notion controversée d'*embeddedness*, sa distinction entre économie « formelle » et « substantive », sa critique du marché autorégulateur ainsi que ses travaux sur l'économicisme qui trouverait sa source à la période de Speenhamland (1775 - 1834). La position de Polanyi sur l'impact de l'interventionnisme étatique dans l'économie est peut-être la partie de ses recherches la moins mise en avant comme le montre Prades : « Polanyi ne tire pas toutes les conséquences du fait que la fonction de l'Etat est donc moins de réprimer, de sanctionner, de masquer, que de produire un discours de légitimation de l'économie, un imaginaire du calcul dont l'extension est le signe de la victoire du marché, non pas comme réalité puisqu'il est une fiction, mais comme imaginaire dont on n'est pas capable de se dégager » (2001, p.36-37).

Cette contribution a pour objet d'interroger le rôle de l'action publique dans le développement de la logique marchande, d'une part en prenant le conflit observable entre les principes de marché et de réciprocité comme illustration de l'extension de l'économicisme, d'autre part, en étudiant le projet de démocratisation de l'économie porté par les structures d'économie solidaire au regard de la métaphore de l'*embeddedness* de Karl Polanyi.

Pour ce faire, nous étudierons dans un premier temps cette métaphore dans la perspective de l'analyse institutionnelle de Polanyi et Arensberg (1975), analyse qui nous permettra de présenter le concept d'économie solidaire ainsi que la forme prise par la relation entre les principes de marché et de réciprocité dans les structures d'économie solidaire. Nous proposerons ensuite de changer de prisme en passant d'une représentation en termes d'échanges à une représentation en termes de modes de production à partir de la théorie des seuils d'Ivan Illich et ainsi de dégager les apports de ce nouveau prisme au regard de la forme prise par la relation marché - réciprocité. Nous terminerons enfin par montrer en quoi l'analyse de la théorie des seuils s'inscrit en continuité de celle de Polanyi et Arensberg et notamment ce qu'elle apporte à la thèse de Polanyi concernant la source de l'*embeddedness*.

## 1- Le développement de l'économicisme : quand l'artefact devient l'interface dominant

Deux objectifs se dégagent de cette partie, tout d'abord montrer que la métaphore de l'encastrement<sup>1</sup> gagne en clarté lorsqu'elle est mise en perspective de l'analyse institutionnelle de Polanyi et Arensberg (1975). Ensuite mettre en lumière le conflit généré par la relation marché - réciprocité pris comme une forme de l'économicisme à partir des travaux menés sur l'économie solidaire.

### 1.1 La métaphore de l'*embeddedness* chez Karl Polanyi

La métaphore de l'« encastrement » de Polanyi est peut-être à la sociologie économique ce que la « main invisible » de Smith (1758, 1776) est à l'économie politique. En effet, non seulement Polanyi n'utilise le terme d'*embeddedness* que deux fois dans *La grande transformation*, mais aussi l'amphibologie même du terme constitue une énigme scientifique (Becker 2007). En référence aux travaux de Moucourant (2001, 2005), Le Velly (2007), Plociniczak (2008), nous souhaitons montrer ici que l'encastrement constitue une notion clé dans analyse théorique des structures d'économie solidaire car *elle permet de comprendre la formation du processus d'économicisme dont le conflit marché - réciprocité est une forme.*

Si, à la manière de Braudel (1985), nous postulons que l'économie « n'existe pas » de manière tangible, mais constitue une réalité qu'il convient d'appréhender, se pose de suite la question du mode de représentation qui constituera l'interface entre « nous » et la « réalité ». D'une manière générale, il n'existe pas un mais deux modes de perception de l'économie qui proviennent « de sources essentiellement différentes et sont toutes deux primaires et élémentaires » (Menger, 1923, p. 77, cité par Lavelle, 2006, p. 250).

La modernité a principalement retenu le *sens formel* qui provient du caractère logique de la relation des moyens aux fins et qui aborde l'économie par le prisme de la rareté. Dans cette optique l'économie correspond aux « activités qui se rapportent au choix individuel d'utilisation de maigres ressources susceptibles d'avoir des usages alternatifs, dans le but d'obtenir le maximum » (Triglia, 2002, p.14). La perception de l'homme et de ses modes d'action découlent de l'hypothèse d'*homo oeconomicus* : l'homme économique est un

---

<sup>1</sup> La traduction française de « L'*embeddedness* » accepte plusieurs terminologie tels l'enchâssement, l'entrelacement, nous prendrons ici le terme d'encastrement qui est le plus utilisé.

calculateur qui cherche à maximiser ses gains à partir d'un calcul d'allocation optimal de ressources rares.

La deuxième sens de l'économie, celui retenu par Polanyi, est le sens substantif. L'individu y est considéré comme un « être social », en relation continue avec son milieu naturel et ses semblables pour le maintien de sa subsistance. Contrairement au sens formel, la vie matérielle est un moyen en vue de la satisfaction des besoins et désirs humains (et non une fin en elle-même ou *la chose à faire*).

La représentation de l'individu et de ses modes d'action varie donc sensiblement d'un sens à l'autre. Le sens formel véhicule un individu autosuffisant, *un monade qui n'a point de fenêtre*, contrairement au sens substantif qui se rapproche de *l'individu sympathique* d'Adam Smith (1758), immergé dans un *théâtre social* où la nature et ses semblables sont des éléments indispensables pour le maintien de sa subsistance.

A partir de ce mode de représentation substantif, Polanyi et Arensberg (1975) analysent l'économie tel un *procès institutionnalisé*. Le *procès* fait référence aux « mouvements » ou « échanges » (de mains et/ou de lieux) qui n'intègrent l'économie (la subsistance des hommes) que lorsqu'ils sont mis en œuvre à partir de structures d'intégration, formes *institutionnelles* de l'échange qui confèrent unité et stabilité à l'économie (Polanyi). Ces structures d'intégration sont aux nombres de trois, les marchés, les centres et les groupements symétriquement ordonnés, liés respectivement aux trois formes d'intégration que sont l'échange marchand, l'échange redistributif et l'échange réciprocaire. Notons ici que les trois structures institutionnelles de l'échange ne sont pas de simples agrégats des comportements individuels, elles forment chez Polanyi et Arensberg des matrices sociales qui déterminent (mais qui sont aussi déterminées par) la nature de l'échange à partir d'une base de fonctionnement propre à chacune : le prix pour la structure marché, la centralisation pour les centres et la symétrie pour les groupement symétriquement ordonnés. Dans cette perspective, les institutions doivent être comprises comme des « médiations entre les parties et le tout ce qui permet de dépasser les débats caractérisés par l'opposition entre holisme et individualisme, qui ont trop structuré les sciences sociales » (Maucourant, Plociniczak, 2009, p. 148).

A suivre Polanyi, ce modèle économique, présenté ici de manière synthétique, permet d'appréhender les formes institutionnelles économiques de toutes sociétés. La place de l'économie dans la société, ou encore son *degré d'encastrement* serait relatif à la manière dont chaque société gère son milieu naturel (la terre) et la capacité productive des individus (le travail). D'un point de vue empirique, les sociétés auraient, jusqu'au XIXe siècle, optées pour un recours conjoint aux trois structures institutionnelles de l'échange.

En d'autres termes, l'organisation des sociétés reposait sur ces trois grands principes dans une optique de subsistance.

Le XIXe siècle constitué en Angleterre un tournant : l'organisation de la société se *transforme* à partir d'un imaginaire social particulier, celui de la *société de marché* qui voit dans l'*autorégulation* du marché un ordre social spontané qu'il convient de ne pas bouleverser par des interventions volontaires (non spontanée). Speenhamland (1795 – 1834) représente pour Polanyi un moment clé de l'histoire. Mis en place le 6 mai 1795, le *Speenhamland Act* est une loi qui garantissait, à chaque personne et quelque soit son statut, un « droit de vivre » qui prenait la forme d'un revenu minimum assuré par la paroisse. Ce système de secours (*allowance system*) instituait un complément de salaire indexé sur le prix du pain, permettant ainsi de protéger les individus contre la pauvreté et la famine. Cependant, *Speenhamland* généra tout l'inverse :

*« Speenhamland aboutit à ce résultat ironique que la traduction financière du « droit de vivre » finit par ruiner les gens que ce « droit » était censé devoir secourir »* (Polanyi, 1983, p. 118).

L'abrogation de la loi de *Speenhamland* déboucha sur la création d'un marché du travail libre de toute entrave. Interprété en termes « d'imaginaire social », celui de *l'esprit marchand*, cette période fut le terreau duquel émergea la volonté de généraliser la logique de marché. Et c'est cette généralisation qui caractérise la « transformation » d'une économie de marché en société de marché :

*« Pour peu qu'il y ait des tentatives d'extraction de la sphère marchande, celles-ci découlent des représentations individuelles et collectives qui voient dans la norme du marché autorégulateur l'idéal »* (Plociniczak, 2008, p.68)

Le marché comme principe général de fonctionnement devient le principe dominant, c'est-à-dire qu'il prédomine les autres principes allant jusqu'à les aborder à partir de sa propre logique de fonctionnement et de ses règles. Les rapports sociaux, jusqu'ici régis par une articulation de formes fondamentales de structures sociales, sont eux-mêmes soumis au principe de marché, devenant de fait la norme des sociétés occidentales. Métaphoriquement parlant, le marché « sort » de cette articulation initiale (base de la stabilité d'une société selon Polanyi) et s'autonomise, en d'autres termes il se « désencastre ».

Nous touchons là le sens du désencastrement polanyien : un processus d'autonomisation de l'esprit marchand qui tend à « subordonner aux lois du marché la substance de la

société elle-même » (Polanyi, 1983, p.106). Cette autonomisation ou « effet de distanciation » (Chavalarias, 2007), nous invite à interpréter le désencastrement comme un *projet politique qui prend la forme d'un changement de l'articulation institutionnelle du système économique dans l'imaginaire social, celui-là même qui place le marché comme institution dominante de la cohésion sociale.*

La métaphore de l'encastrement chez Polanyi ne doit donc pas être considérée, comme chez Granovetter (2008), comme une réalité sociologique, mais plutôt dans le sens d'un *imaginaire politique instituant.*

Il est ainsi possible de faire le lien entre l'encastrement polanyien et son économicisme qui peut se résumer ainsi :

*« on peut dire que l'ordre catallactique engendre une inversion dans laquelle l'échange marchand absorbe la vie politique et sociale, laquelle n'est plus perçue qu'en fonction des impératifs propres au fonctionnement du système de marchés. Le moyen et la fin ont été inversés » (Steiner, 2007 : 261).*

Ce que souligne Steiner ici, c'est le déversement de la logique de marché dans l'ensemble de la vie des individus. L'ordre spontané lié à la cattaaxie *transforme* l'échange de marché, constituant à la base un outil de développement de la vie politique et sociale, par une *inversion* (la transformation) où les relations sociales deviennent un outils d'expansion du marché. L'économicisme, ou le « sophisme économiciste » (Polanyi, 2007) représente la suite logique du processus de désencastrement. Après la terre, la monnaie et le travail, *l'esprit marchand* se déverse sur l'ensemble des éléments d'une vie en société. Le marché, devenu la principale structure sociale d'une société, permet l'échange de marchandises (fabriqués par l'homme en vue d'une commercialisation) mais aussi de marchandises fictives (terre, monnaie et travail) auxquels se rajoutent d'autres marchandises fictives : celles qui par nature ne s'échangent pas sur un marché car elles sont incommensurables en valeur marchande, tout en étant mesurables socialement. Suivant Dupuy :

*« valoriser » les choses (leur attribuer une valeur économique), c'est nécessairement les dévaluer, les aplatir dans l'équivalence générale avec toutes les marchandises » (Dupuy, 1976 : 24).*

L'économicisme pose donc au moins deux types de problèmes. Le premier se matérialise dans cette équivalence générale des marchandises fabriquées par l'homme. Ces *artefacts* deviennent les éléments dominant (liant) les rapports sociaux lorsque le marché est lui -

même en position de dominance des autres formes fondamentales de structures sociales. C'est ainsi que le développement de l'économicisme *transforme* la matrice des échanges sociaux : *l'artefact devient l'interface dominant*.

Le deuxième problème est relatif à *la valeur économique*. D'un mode de représentation à l'autre, la *valeur* n'a pas le même sens, parce qu'elle n'est pas abordée selon le même prisme. Le sens formel induit une valeur marchande, donc chiffrable, quantifiable en unités de compte. Le sens substantif donne à la valeur économique un sens plus large comprenant une dimension réciproitaire par nature incommensurable.

Il est possible avec Maucourant (2005) d'énoncer un troisième problème posé par l'économicisme, l'autonomisation de la sphère marchande impliquerait une « séparation institutionnelle du politique et de l'économique ».

Au regard de ces trois problèmes, une perception formelle sur un objet « substantif » pourrait alors être source de tensions, telle est l'hypothèse que nous allons à présent discuter.

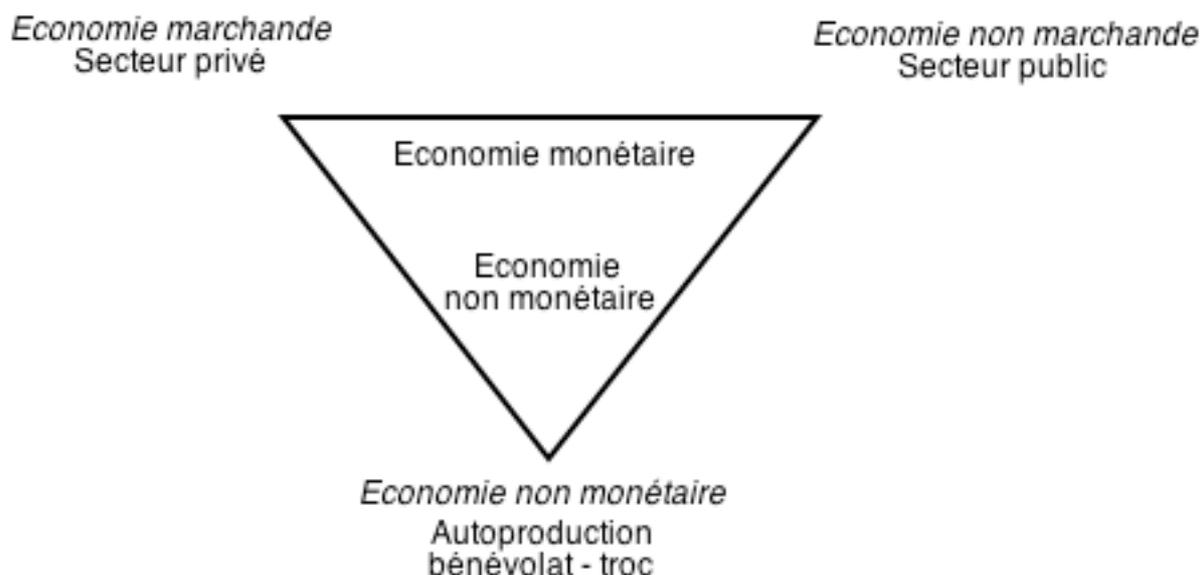
## *1.2 De l'économie substantive à l'économie solidaire*

Dans une perspective plurielle de l'économie, Roustang, Laville, Eme, Mothe, Perret (1996), mais aussi Gardin (2006) proposent un mode de représentation de certaines initiatives économiques sous la terminologie « d'économie solidaire ». Cette représentation met en avant la double dimension économique et politique de ces initiatives.

*« Comprendre ce modèle c'est d'abord ne pas séparer ce qui relève de l'engagement politique d'une part, ce qui relève du domaine économique d'autre part » (Roustang, Laville, Eme, Mothe, Perret, 1996).*

La dimension économique renvoie à une approche plurielle qui s'étaye sur l'analyse institutionnelle de Polanyi et Arensberg. Ce prisme permet de mettre en lumière *l'hybridation des ressources* des initiatives solidaires pouvant être représenté ainsi :

## Paradigme de l'économie solidaire <sup>2</sup>



La dimension politique fait référence aux espaces publics de proximité (Eme, Laville, 1994, Dacheux, Laville, Fraise, 2003) qui s'étaient sur l'analyse d'Harbermas (1962). Ces espaces de délibération et de décision contribuent à la « démocratisation de l'économie » par des prises de parole hirschmaniennes.

L'économie solidaire est une démarche participative qui porte sur une pluralité d'initiatives ayant pour point commun la mise en oeuvre de pratiques qui « contribuent à réarticuler l'économique aux autres sphères de la société, dans la perspective d'une société plus démocratique et plus égalitaire » (Guerin, 2003, p.77). Ces « pratiques solidaires » constituent une clé de voûte permettant de concilier engagement politique et initiatives économiques et sont une mise en dynamique de la double dimension de ces structures <sup>3</sup>. A partir de cette grille de lecture, et à titre d'exemple, une expérimentation telle que « Park Fiction<sup>4</sup> » menée à Hambourg en Allemagne peut être perçue comme une initiative solidaire.

Par ailleurs, l'approche en termes d'hybridation des ressources permet de mettre en lumière un phénomène de conflit en lien avec le processus d'économicisme (Gardin,

<sup>2</sup> Source : Roustang, Laville, Eme, Mothé, Perret, 1996, p. 66

<sup>3</sup>Cf. le « tableau de bord des pratiques solidaires », outil d'observation des pratiques solidaires à l'adresse suivante : <http://www.institutgodin.fr/Article-InstitutGodin.pdf>

<sup>4</sup> Il s'agit d'une initiative de riverains luttant contre le marchandage et la gentrification de leur quartier en s'associant dans le but de faire «sortir les désirs dans les rues». Au terme d'une revendication, pouvant être prise dans le sens d'une *prise de parole hirschmanienne*, ils réussirent à exprimer leur perception de ce que devait être leur milieu urbain en harmonie avec l'idée qu'ils se faisaient du bonheur. Voir à ce sujet SCHÄFER C. 2008.

2006, p. 90). Ce conflit peut prendre de multiples formes, c'est pourquoi pour présenter ce phénomène nous prendrons l'exemple des Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE).

Une des spécificités de ces structures est de ne pas « soumettre le travail au marché » (Ibid, 2006, p.94). En effet, le marché comme forme institutionnelle d'échange du travail ne peut être l'unique moyen de parvenir à leur finalité d'inclusion. Celle-ci nécessite une pluralité de principes de fonctionnement pris comme des moyens que sont le marché, la redistribution et la réciprocité. L'emploi n'est pas une finalité en tant que tel, c'est un *facteur* d'insertion. L'inclusion a pour but ultime de permettre aux personnes d'être *autonomes* en société par le travail, par le logement, par l'estime de soi, par le développement de leurs réseaux relationnels tant professionnels que privés, etc... Cet objectif complexe nécessite notamment une intervention des pouvoirs publics par le biais de la redistribution pour compenser la faible productivité de ces structures relative aux types de publics accueillis. Le coût du travail n'est effectivement pas totalement pris en compte par leurs ressources propres provenant du marché :

*« En ce sens, elles dérogent aux règles d'un marché du travail concurrentiel où le travail serait une marchandise, non pas dans des objectifs de rentabilisation capitaliste, comme le font les entreprises privées lucratives à la recherche de mesures d'abaissement du coût du travail, mais dans une finalité sociale d'insertion et de réalisation du droit au travail » (Gardin, 2006, p. 97).*

A l'instar de cette production marchande, les SIAE « produisent » un ensemble de services qui ne sont pas destinés à être échangés sur un marché. Ces services sont constitutifs du parcours de socialisation qui comprend certes une dimension marchande et redistributive mais qui se compose également d'une insertion par la réciprocité. Il s'agit d'un ensemble de pratiques qui ne prennent sens que dans la relation à l'autre, l'importance du regard, de l'écoute, le travail effectué sur l'estime de soi et la construction des individualités de chacun, il s'agit en d'autres termes de leur fournir un ensemble d'outils leur permettant de s'insérer dans le *théâtre social*.

C'est là toute la complexité de ces structures, outre le fait qu'elles perçoivent des ressources provenant de la redistribution, elles « produisent » à la fois une production destinée au marché et une production non-monnaire (la relation à l'autre). Or la perception que l'on a de ces structures (*ie* le mode de représentation qui permet d'aborder leur réalité) repose principalement sur une perception formelle de l'économie :

*« L'entreprise d'insertion (EI) se situe dans l'économie marchande. Comme toute entreprise, elle produit des biens, des services destinés au marché et ses ressources proviennent essentiellement de ses ventes. L'EI doit présenter des garanties de viabilité économique »* (Estivelli et coll, cité par Gardin, 2006, p. 94).

Ce mode de représentation formel génère une tension observable entre leurs différentes ressources. Cependant lorsque nous percevons ces structures sous un angle quelque peu différent, la relation entre le marché et la réciprocité ne semble pas prendre la forme d'un conflit mais plutôt d'une « synergie positive ».

## **2- Une approche illichienne de l'économie solidaire**

*« Introduire l'économie plurielle, c'est changer de perspective. A ce titre, elle n'est pas une régression mais elle devient une urgence. Plaider pour l'économie plurielle, c'est soutenir qu'il est grand temps de faire place à divers modes de production. »*

G. Roustang, J-L. Laville, B. Eme, D. Mothé, B. Perret (1996)

L'objectif de cette partie est de montrer que si l'on opte pour un mode de représentation différent, la relation entre les principes de marché et de réciprocité peut prendre la forme d'un *continuum* efficace. Pour ce faire, nous reviendrons dans un premier temps sur la distinction entre les deux dimensions des formes d'intégration, pour ensuite les étudier sous l'angle de modes de production en mobilisant l'approche illichienne.

### **2.1 Les deux dimensions des principes généraux de fonctionnement de l'économie**

L'analyse polanyienne ne peut, à elle seule, nous permettre d'étudier la traduction de ces principes économiques comme modes de production. En effet, comme le rappelle Godelier (1975), cette analyse des formes d'intégration ne porte que sur leur aspect de « formes sociales de circulation du produit du procès de production ». Or, ces formes d'intégration sont également des « rapports sociaux de production » qui constituent « le caractère principal et le trait spécifique des modes de production ». Aussi, ces rapports sociaux de production déterminent « le nombre, la forme et l'importance respectives des formes de circulation » (Godelier, 1975, p. 25). En d'autres termes, les échanges pluriels des structures de l'économie solidaire reposent nécessairement sur une pluralité de rapports sociaux qui constituent et qui sont déterminés par leurs modes de production. L'étude de ces formes d'intégration sous l'angle de modes de production nécessite néanmoins un mode de représentation qui, tout en conservant la double dimension

économique et politique des structures d'économie solidaire dans l'action et la pratique, s'inscrit dans la continuité de l'analyse Polanyienne. La théorie des seuils peut nous offrir une telle perspective.

## 2.2 Les modes de production dans la pensée illichienne

La théorie des seuils (1975a, 1975b, 1975c, 1980) d'Ivan Illich postule que toute valeur d'usage peut être produite par deux modes de production, un mode autonome et un mode hétéronome. L'autonomie chez Illich est à prendre, comme chez Castoriadis (1975), dans son sens étymologique de faire *par ses propres règles, par ses propres lois*. L'hétéronomie fait référence aux lois que nous recevons de l'extérieur qui ne sont pas établies par nous même. Ainsi, le mode autonome consiste à faire par soi même, le mode hétéronome consiste à recourir à des institutions dont on n'a pas ou moins de prise sur les règles par lesquelles elles sont régies.

Notons que l'autonomie et l'hétéronomie, chez Illich, n'entretiennent pas à la base une relation antinomique, elles se complètent et forment un *continuum* (1975a, p. 393). Ces deux principes, lorsqu'ils sont mobilisés dans la perspective de développer l'autonomie des individus, produisent une « synergie positive ».

A partir de cette articulation des modes autonome et hétéronome, la théorie des seuils introduit le concept de contreproductivité en montrant qu'une institution<sup>5</sup> peut générer ses propres barrières dans la réalisation de ses objectifs<sup>6</sup>. Passer un certain seuil, le recours au mode hétéronome ne serait plus un moyen efficace de tendre vers un objectif, mais deviendrait une fin en elle-même.

L'analyse des modes de déplacement d'Illich constitue une bonne illustration de cette contreproductivité. Le déplacement peut se faire soit par un mode autonome, le transit qui utilise l'énergie métabolique des individus, soit par un mode hétéronome, le transport qui utilise toute autre source d'énergie (1975a, p. 393). Dans une optique de gain du temps, le recours à ces deux modes de déplacement forment une synergie positive. Néanmoins, dès que l'on ne pense plus la mobilité par le déplacement mais principalement par le transport, ce mode hétéronome peut générer l'inverse de ses objectifs et devenir

---

<sup>5</sup> Les principales applications de la théorie des seuils proposées par Illich portent sur le déplacement (1975a), l'institution scolaire (1980), la médecine (1975b) ainsi que sur le mode industriel des sociétés occidentales (1975c).

<sup>6</sup> L'analyse d'Illich met en lumière deux niveaux de seuil, l'institution se retourne d'abord contre sa finalité (premier seuil) puis menace l'ordre social (deuxième seuil).

chronophage<sup>7</sup>.

Il convient à présent de proposer une adaptation de cette théorie aux structures d'économie solidaire.

### 2.3 La « synergie positive » de la « production globale » des structures d'économie solidaire

Notre raisonnement repose ici sur l'hypothèse que la réciprocité constitue un mode de production autonome et le marché un mode de production hétéronome des structures économiques en général (sous l'angle substantif de l'économique) et des structures d'économie solidaire en particulier. Nous reprendrons ici l'exemple des structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE).

Nous avons vu que le travail constitue pour ces structures un moyen permettant de contribuer au développement de l'autonomie des individus. Cette autonomie est par ailleurs renforcée par la mise en place d'un parcours de socialisation global comportant des échanges réciprocaires ainsi que des échanges marchands de biens et services. Passons à présent d'un mode de représentation polanyien en termes d'échanges pluriels à un mode de représentation illichien en termes de modes de production.

L'autonomie des personnes en société représente le but ultime de ces structures, pour ce faire elles produisent une valeur d'usage : le renforcement « de leurs « capacités<sup>8</sup> » (capacité d'action autonome) » (Gadrey, 2006, p. 260).

Les SIAE développent les capacités des personnes en insertion à partir de deux outils :

- Un mode de production réciprocaire construit sur un groupe symétriquement ordonné (personne insérante - personne insérée<sup>9</sup>) établi autour de règles fixées par le groupe (respect, politesse, écoute, regard) constituant l'outil politique des SIAE ou encore leur *mode de production autonome*.

---

<sup>7</sup> Cf. *A la recherche du temps gagné*, de Jean-Pierre Dupuy, pp. 433-440 des oeuvres complètes Vol.1 d'Illich aux éditions Fayard. Dupuy y expose le détail du calcul de la *vitesse généralisée* sur laquelle s'étaye cette conclusion.

<sup>8</sup> Jean Gadrey fait référence à la « capacité » d'Amartya Sen, *i.e.*, « les diverses combinaisons de fonctionnements (états et actions) que la personne peut accomplir. La capacité est, par conséquent, un ensemble de vecteurs de fonctionnements qui indiquent qu'un individu est libre de mener tel ou tel type de vie. » *Repenser l'Inégalité*, éditions du Seuil, p. 65-66, 2000.

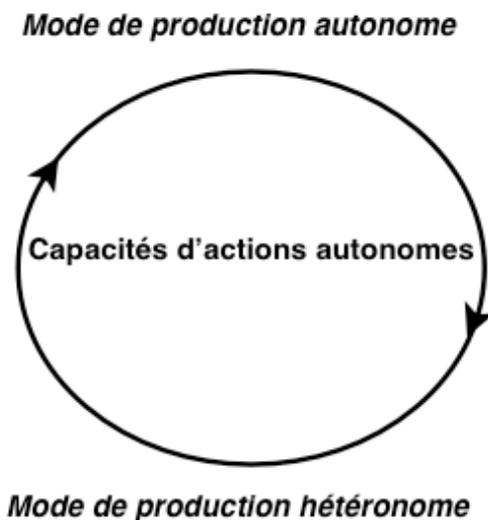
<sup>9</sup> Dans une optique d'individuation, la personne insérée peut aussi être la personne insérante d'une autre personne en insertion par la relation à l'autre, base du développement personnel.

- Un mode de production marchand construit sur le système de marché où le prix (du salaire et des biens et services) régit l'ensemble, c'est le *mode de production hétéronome* des SIAE.

Ces deux modes menés conjointement, en *continuum*, permettent de prendre la personne en insertion dans sa globalité à partir d'un parcours de socialisation global permis par la « production globale » des SIAE (Chochoy, 2009<sup>10</sup>).

Ainsi, la production globale des structures de l'économie solidaire se définit comme *une articulation entre un mode de production hétéronome ou marchand et un mode de production autonome ou réciproitaire. Le mode hétéronome mobilise du capital (optique de maximisation), le mode autonome mobilise l'échange humain (réciproitaire) non pas comme un capital mais comme un patrimoine (optique de durabilité)*. Cette production globale peut être représentée ainsi :

### **La synergie positive des SIAE ou « production globale »**



Source : Chochoy, 2009

---

<sup>10</sup> Etude réalisée à partir de l'expérimentation de la Maison d'Economie Solidaire, ensemble d'insertion sous forme de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) situé dans la commune de La Chapelle aux Pôts (Département de l'Oise).

Ce cercle vertueux reposerait sur la matrice suivante :

	Nature	Forme des rapports sociaux	Base de fonctionnement	Support de la richesse produite
Mode de production	Autonome	Réciprocité	Symétrie	Patrimoine (durabilité)
	Hétéronome	Marché	Prix	Capital (maximisation)

Sous cet angle de vue, la relation marché – réciprocité prend la forme d’une synergie positive produite par la production globale des structures d’économie solidaire. Ce changement de perception nous invite à penser que l’interaction des principes de marché et de réciprocité étudiés comme modes de production ne génère pas de conflit alors même que le conflit est observable sous l’angle des échanges. Il y aurait donc à la base une synergie positive qui pourrait, par la suite, se *transformer* en conflit. Il nous faut donc tenter de comprendre comment la synergie positive peut prendre la forme d’un conflit. Pour ce faire, l’analyse menée à partir de la théorie des seuils nous invite à poser l’hypothèse que ni le principe de marché ni le principe de réciprocité ne sont sources du conflit. Aussi comme nous l’avons vu dans l’analyse institutionnelle, les structures d’économie solidaire mettent en oeuvre un troisième type d’échange que nous n’avons pas encore mobilisé dans cette étude des modes de production.

Ainsi une potentielle source de ce conflit pourrait provenir du principe de redistribution et derrière cela des pouvoirs publics ou plutôt la perception que les pouvoirs publics ont de l’économie.

### 3- Une lecture polanyienne de la production globale

Nous discuterons dans un premier temps de l’hypothèse relative à l’hétéronomie de l’économicisme pour ensuite montrer l’actualité de nos propos.

#### 3.1 L’Etat et le développement de l’ordre cattalactique

Nous allons ici questionner l’hypothétique autonomie du développement de la logique de marché. Pour ce faire, reprenons dans un premier temps l’exemple des SIAE.

Nous avons soulevé l'idée que la production globale des SIAE, constituée des deux modes de production autonome et hétéronome et mise en oeuvre dans une perspective d'autonomie des individus, génère une synergie positive par la prise en compte de la personne en insertion dans sa globalité. Or, les SIAE sont sujettes à un conflit lorsque le prisme de l'économie formelle leur est appliqué. Ainsi le conflit entre leurs deux modes de production trouverait sa source dans une force extérieure, ne provenant ni du marché, ni de la réciprocité ni des structures en elles-mêmes. Sur la base d'une étude récente (Chochoy, 2009), nous avons montré que ces structures pourraient être contreproductives, en d'autres termes, passé un certain seuil une SIAE pourrait générer de l'exclusion. Le mode de représentation illichien permet de montrer que lorsque l'on donne la prépondérance au mode de production hétéronome (marchand), ces structures, *parce que leur représentation imaginaire d'elles-même se modifie*, évacuent une partie de leurs pratiques réciprocaires. L'objectif initial se modifie, ce n'est plus la socialisation qui est l'enjeu, mais le retour vers l'emploi (un des nombreux facteurs d'insertion). Ainsi une Structure d'Insertion par l'Activité *Economique* (substantive) peut prendre la forme d'une Structure d'Insertion par l'Activité *Marchande* (formelle). Elle serait alors incitée à mettre en place des barrières à l'entrée permettant de sélectionner son public en insertion dans l'optique d'être plus « performante<sup>11</sup> » dans le retour vers l'emploi. La contreproductivité est source de contresens : dans cette optique plus une SIAE lutte pour l'inclusion, plus elle génère de l'exclusion. La source de ce changement de mode de représentation semble véhiculée, dans le cadre de notre étude, par le mode d'évaluation des pouvoirs publics appliqué aux SIAE. A suivre Viveret, évaluer « c'est former un jugement de valeur » (1989, p.16), jugement relatif ici au mode de représentation économique véhiculé par les pouvoirs publics. Cette évaluation,<sup>12</sup> qui s'exerce dans le cadre de la LOLF, donne un objectif prépondérant aux retours vers l'emploi. Ainsi le processus de rétroaction relatif à tout mode d'évaluation agit sur la production globale des SIAE en modifiant l'interaction initiale de leurs modes de production.

L'hypothèse de la nature hétéronomique de l'économicisme nous conduit donc à une nouvelle hypothèse centrale dans notre raisonnement : le développement de la logique de marché ne serait pas autonome, elle s'amplifierait par l'interventionnisme des pouvoirs publics qui étendent la représentation formelle de l'économie et de fait la logique de marché à un ensemble d'éléments qui ne sont pas, par nature, marchands. Ce n'est donc pas la question relative à l'interventionnisme des pouvoirs publics qui est en jeu ici, ni la

---

<sup>11</sup> Nous soulignons la relativité de ce terme au regard des représentations imaginaires de l'objet.

<sup>12</sup> Cf. le document édité par le CNAR-IAE, 2009

place de l'action public dans l'économie, mais bien la *perception imaginaire* que les pouvoirs publics ont de l'économie. Pour appuyer cette nouvelle hypothèse, revenons aux travaux de Polanyi.

Comme nous l'avons mentionné en propos introductifs, la source même de l'économicisme de Polanyi n'est pas la partie que nous avons principalement retenu de ses travaux. Suivant Plociniczak :

*« Polanyi touche un point aveugle, tant de l'économie formelle, que des lectures standards de la Grande transformation qui occultent l'influence des décisions politiques et des lois publiques sur les logiques d'action des acteurs. (...) De ce point de vue, Polanyi met en évidence de manière éclairante le rôle pivot joué par l'appareil étatique et législatif anglais dans le processus de construction d'une sphère marchande autonomisée » (2008, p. 57).*

En effet, Polanyi est très clair à ce sujet :

*« Le laissez faire n'avait rien de naturel ; les marchés libres n'auraient jamais pu voir le jour si on avait simplement laissé les choses à elles-mêmes. (...), le laissez-faire (...) a été imposé par l'Etat. (...) La voie du libre échange a été ouverte, et maintenue ouverte, par un accroissement énorme de l'interventionnisme continu, organisé et commandé à partir du centre » (1983, p 189).*

Bugra (2005) rappelle que la Grande Transformation nous offre un compte rendu important et détaillé des mesures législatives ainsi que de « l'accroissement des fonctions administratives de l'Etat nécessaires au démantèlement des obstacles à la « marchandisation » » (p. 48). Polanyi nous propose ainsi une approche particulière de l'action économique étatique, à l'instar de l'Etat Keynesien (protecteur) et de l'Etat Hayekien (perturbateur de marché), l'Etat Polanyien constitue un acteur important dans le développement du système de marché permettant d'ouvrir la voie des prix de marché à l'ensemble des affaires de société, pour le plus grand bonheur de tous :

*« Pour l'utilitariste type, le libéralisme économique est un projet social qui doit être mis en oeuvre pour le plus grand bonheur du plus grand nombre; le laissez-faire n'est pas une méthode permettant de réaliser quelque chose, c'est la chose à réaliser. Il est vrai que la législation ne peut rien faire directement, si ce n'est en abrogeant des restrictions dommageables. Mais cela ne veut pas dire que le gouvernement ne peut rien faire, en particulier indirectement » (ibid, 1983, p. 189).*

Polanyi fait référence à l'utilitarisme de Bentham, or, selon Audard (1999), ce père fondateur de l'utilitarisme a trouvé dans la philosophie morale du XVIIIe siècle le terreau de ce qui sera sa pensée, bien que dans cette philosophie l'utilité n'était pas le moteur de l'ordre social mais un *moyen* de tendre vers le *bonheur*, selon Hume :

*« L'utilité consiste seulement en une tendance vers une certaine fin, et c'est une contradiction dans les termes que de dire qu'une chose nous plaît comme moyen de parvenir à une fin, alors que la fin elle-même ne nous affecte en rien ».* (Hume, 1751, cité par Audard, 1999, p. 128)

Si l'utilitarisme et par la même l'économie peut être perçue comme un facteur de bonheur, la *perception imaginaire* de l'Etat fait fausse route. La perception formelle, qui comme nous l'avons vu fait l'amalgame entre « économie » et « marché », ne développe pas l'économie (au sens substantif, dans une optique de besoins des hommes) mais développe les marchés (dans une optique de maximisation).

Ainsi le détour illichien permet non seulement de percevoir les structures d'économie solidaire sous un angle différent, mais il permet également d'appuyer la thèse de Polanyi sur la source du développement de l'économicisme : l'ordre spontané, autonome, lié à l'échange marchand, *i.e.* l'ordre cattalectique, se réalise à partir d'une source hétéronome, l'interventionnisme étatique. C'est effectivement ce que l'on peut comprendre d'une lecture de Polanyi :

*« Tandis que l'économie du laissez-faire était produite par l'action délibérée de l'Etat, les restrictions ultérieures ont débuté spontanément. Le laissez-faire était planifié, la planification ne l'a pas été »* (Ibid, 1983, p. 191).

### **3.2 Conclusion intermédiaire : le conflit société plurielle - société de marché**

Dès le départ de notre discussion, nous avons posé le conflit marché - réciprocité, observable à partir des structures de l'économie solidaire, comme une illustration du développement de l'économicisme. Ce phénomène a une importance certaine, selon Polanyi :

*« Le conflit entre le marché et les exigences élémentaires d'une vie sociale organisée a donné au siècle sa dynamique et a produit les tensions et les contraintes caractéristiques qui ont finalement détruit cette société »* (1983, p. 320).

La destruction mentionnée ici par Polanyi est à prendre dans son sens *imaginaire*, c'est la représentation imaginaire de l'économie faite par la société du XIXe siècle qui s'est effondrée, celle fondée sur un marché autorégulateur qualifié de « fiction » par Polanyi. Or, à suivre Burga (2005) mais aussi Maucourant et Plociniczak (2009) ce mode de représentation est à nouveau celui opté par nos sociétés modernes aujourd'hui :

*« Il y eut tout au long du XIXe siècle, tout comme aujourd'hui, une fièvre législative pour remodeler la vie matérielle des individus de manière à éliminer tous les types d'intervention qui risquaient d'entraver le caractère autorégulé de l'économie de marché » (Burga, 2005, p.48).*

Ainsi, le conflit marché - réciprocité serait une illustration concrète et localisée d'un conflit bien plus large dans nos sociétés modernes, celui de deux projets politiques qui se rencontrent et s'affrontent. Le projet d'une société plurielle qui place le marché comme moyen, comme un principe de l'économie en articulation avec d'autres et le projet d'une société de marché, le *tout marchand*, qui « désencastre » le marché de cette articulation en lui donnant une prédominance sur le fonctionnement de l'économie. L'enjeu n'est donc pas la place de l'économie dans notre société, comme le rappelle Polanyi (1983, p. 321) toute société est fondée sur son économie, mais la place du marché dans l'économie relative à un imaginaire économique.

Les problèmes actuels de nos sociétés semblent trouver une voie de résolution dans la constitution d'un grand marché. Les services à la personne sont une bonne illustration :

*« Une succession de mesures étatiques particulièrement complexes prises depuis la première moitié des années 1990 (...) visent à marchandiser le champ des services aux personnes à domicile. Cette marchandisation se vérifie par la proportions plus importantes de ressources provenant de la participation financière des usagers dans le fonctionnement des services. (...) L'intervention de l'Etat vise à « libérer le marché » mais cela représente un coût important pour la collectivité qui subventionne le marché dans des objectifs de création d'emplois et de lutte contre le travail au noir » (Gardin, 2006, p. 90).*

Dans un autre registre, le problème de la pollution par le carbone, donne naissance à un vaste marché d'échanges de tonnes de carbone. Le problème de l'énergie, ou encore « la crise de l'énergie », ne semble pas prendre la voie d'un changement de notre rapport à la mobilité (la voie politique), mais trouve son hypothétique résolution dans de nouvelles sources d'énergie *moins* polluantes et vecteurs de nouveaux marchés (la voie du transport).

## Conclusion

Notre étude avait pour objet de revenir sur le rôle des pouvoirs publics dans le développement de l'ordre cattalectique en prenant le conflit marché - réciprocité comme une illustration du développement de l'économicisme. Dans une telle perspective, les apports de cette contribution peuvent être de trois ordres. Tout d'abord, elle souligne la portée actuelle des travaux d'Illich et de Polanyi. Ensuite, une analyse croisée de ces travaux nous invite à penser que la production économique des structures d'économie solidaire n'a de sens que lorsqu'elle est mise en perspective de leur projet politique. Enfin, le conflit observable au sein de ces structures semble être une forme localisée de deux projet imaginaires de société qui se rencontrent et qui s'affrontent, le projet d'une société plurielle et celui d'une société de marché.

Nous espérons ainsi apporter notre contribution aux débats actuels sur la crise économique que vivent nos sociétés occidentales. Si la source de cette crise réside dans la représentation quotidienne que nous nous faisons de l'économie, on peut alors penser que cette même source est *imaginaire*, car nos représentations le sont nécessairement. Un imaginaire qui a cependant des répercussions concrètes dans la vie quotidienne des individus. Entre la *réalité* et *nous* (l'individu et le collectif), il y a un mode de représentation (imaginaire) qui *nous* permet non seulement d'aborder la *réalité* mais également de constituer une *matrice* qui déterminera nos actions et pratiques. C'est une possible interprétation des écrits de Schumpeter qui nous enseigne que « toute logique, (...) dérive du schéma de décision économique ou, pour employer l'une de mes formules favorites, le schéma économique est la matrice de la logique » (1942, p.161). L'approche formelle de l'économie, générant un amalgame entre « économie » et « marché », opèrerait une inversion dans les moyens et les fins, et ferait de l'esprit cattalectique une source de conflits, de tensions et de crises. Suivant Dupuy :

*« Ce qui est en question dans le moment actuel, ce n'est pas le capitalisme financier ; ce n'est pas le capitalisme tout court ; ce n'est pas le marché, régulé ou non, autorégulé ou auto-dérégulé, spéculatif à la hausse ou bien à la baisse : c'est la place que joue l'économie, dans nos vies individuelles comme dans le fonctionnement de nos sociétés. Cette place est immense et nous trouvons cela banal. Quand j'écris « économie », je veux dire deux choses, que l'anglais distingue et le français confond, ce qui tourne à l'avantage du français : une partie de la réalité sociale (« the economy ») et un type de regard posé sur le monde et les affaires humaines (« economics »). L'économie tend à envahir le monde et nos pensées. Ce n'est donc pas elle qui nous donnera le sens de ce phénomène massif et extraordinaire, puisqu'elle est à la fois juge et partie. Seul un regard éloigné, qui aurait réussi à se déprendre de l'économie,*

*peut s'étonner de ce qui semble aller de soi au citoyen moderne, devenu intégralement, à son insu, homo oeconomicus » (Dupuy, 2009, p. 341-342).*

D'où notre interrogation : vivons-nous une époque en rupture avec les erreurs du XIXe siècle (*vers une société plurielle, conviviale au sens d'Illich, autonome au sens de Castoriadis*) ou un retour vers la fin de *Speenhamland* (*vers une société de marché*) ?

## **Bibliographie :**

**AUDARD C.**, (1999), *Anthologie historique et critique de l'utilitarisme, Tome 1 Bentham et ses précurseurs (1711 - 1832)*, Presses Universitaires de France, Paris

**BECKERT J.**, (2007), *The Great Transformation of Embeddedness : Karl Polanyi and the New Economic Sociology*, *MPIfG Discussion Paper 07/1*, Köln : Max-Planck-Institut für Gesellschaftsforschung

**BUGRA A.**, Karl Polanyi et la séparation institutionnelle entre politique et économie, *Raisons politiques*, n°20, novembre 2005, p. 37-56

**CHOCHOY N.**, L'économie du contresens, l'évaluation des structures d'insertion par l'activité économique, *Conférence internationale "Gouvernance des associations"*, Conservatoire National des Arts et Métiers, Paris, les 7 et 8 septembre 2009

**DACHEUX E., LAVILLE J.-L.** (sous la direction), (2003), *Economie solidaire et démocratie*, CNRS Editions

**DUPUY J.P., ROBERT J.**, (1976), *La trahison de l'opulence*, Presses universitaires de France

**DUPUY J.P.**, (2009), *La crise et le sacré*, *Etudes* 2009/3 n°410, P. 341-352, Paris

**FRAISE L.**, *Economie solidaire et démocratisation de l'économie*, *Economie solidaire et démocratie*, CNRS Editions, 2003, pp. 137 - 147

**GADREY J.**, (2006), L'utilité sociale en question : à la recherche de conventions, de critères et de méthodes d'évaluation, *in* Chopart J. N., Neyret G., Rault D. (sous la direction), *Les dynamiques de l'économie sociale et solidaire*, La découverte, p. 237-279

**GARDIN L.**, (2006), *Les initiatives solidaires, la réciprocité face au marché et à l'Etat*. Editions Erès

**GODELIER M.**, Préface, *in*, **POLANYI K., ARENSBERG C.**, (1975), *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*, Larousse, Paris

**GRANOVETTER M.**, (2008), *Sociologie économique*, Editions du Seuil, Paris

**GUERIN I.**, (2003) *Femmes et économie solidaire*, La découverte, Paris

**HAYEK F. A.**, (1992), *Droit législation et liberté, tome 1 règles et ordre*, Presses Universitaires de France, Paris

**ILLICH I.**, (1975a), *Energie et équité*, Oeuvres complètes volume 1, Fayard

**ILLICH I.**, (1975b), *Némésis médicale*, Oeuvres complètes volume 1, Fayard

**ILLICH I.**, (1975c), *La convivialité*, Oeuvres complètes volume 1, Fayard

**ILLICH I.**, (1980), *Une société sans école*, Oeuvres complètes volume 1, Fayard

- LE VELLY R.**, Le problème du désencastrement, *Revue du Mauss* 2007/1, n°29, p.241-256
- MAUCOURANT J.**, (2005), *Avez vous lu Polanyi ?*, La Dispute, Paris
- MAUCOURANT J., PLOCINICZVAK S.**, « L'« institution » selon Karl Polanyi. Fondements et mise en perspective contemporaine, *Tracés. Revue de Sciences humaines* [en ligne], 17 | 2009, mis en ligne le 30 novembre 2011. URL : <http://traces.revues.org/index4257.html>
- MAUCOURANT J.**, Une lecture de Karl Polanyi, *L'économie politique* 2001/4, n°12, p. 90-106
- PALLOIX C., ZARIFIAN P.**, *La société post-Economique, esquisse d'une société alternative*, L'Harmattan, 1988
- PLOCINICZAK S.**, (2008), *L'encastrement social des marchés. Eléments théoriques et empiriques pour une analyse en termes de réseaux relationnels*, Thèse de doctorat en sciences économiques, soutenue le 29 novembre 2008, Université Paris XIII.
- POLANYI K., ARENSBERG C., GODELIER M.**, (1975), *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*, Larousse, Paris
- POLANYI K.**, (1983), *La grande transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps*, Editions Gallimard
- POLANYI, K.**, Le sophisme économiciste, *Revue du Mauss* 2007/1, n°29, p. 63-79
- PRADES J.**, (2001), *L'homo oeconomicus et la déraison scientifique*, L'harmattan, Paris
- ROUSTANG G., LAVILLE J.-L., EME B., MOTHE D., PERRET B.**, (1996), *Vers un nouveau contrat social*, Desclée de Brouwer, Paris
- SCHÄFER C.**, Sur les palmiers, la neige, *Multitudes* 2008/1, n°31, p. 43-50
- SEN A.**, (2000), *Repenser l'inégalité*, Editions du Seuil, Paris
- SMITH A.**, (1976) *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Editions Gallimard, (1776)
- SMITH A.**, (1999) *La théorie des sentiments moraux*, Presses Universitaires de France, (1758)
- STEINER P.**, Karl Polanyi, Viviana Zelizer et la relation marchés-société, *Revue du Mauss* 2007/1, n°29, p.257-280
- TRIGILIA C.**, (2002), *Sociologie économique*, Editions Armand Colin, Paris
- VIVERET P.**, (1989), *L'évaluation des politiques et des actions publiques*, rapport au Premier ministre, La Documentation Française, Paris